

Service du Développement Economique
et des Investissements

3ème Section
Protection de la Nature
et Environnement

ARRETE S3/I/73 n° 58 du 9 janvier 1973
portant autorisation d'exploitation d'une sablière
à MERSUAY et BREUREY-LES-FAVERNEY par M. Georges
CACHOT

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- VU le Code Minier, et notamment son article 106, modifié par la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 ;
- VU la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics ;
- VU le Code du Domaine de l'Etat, et notamment ses articles L.28, L.29 et R.33 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et de l'habitation, et notamment le Titre II du Livre 1er dudit Code, modifié par la loi n° 67-1253 du 30 décembre 1967 d'orientation foncière, elle-même modifiée ;
- VU le Code du Domaine Fluvial et de la Navigation Intérieure, et notamment ses articles 28 et 31 à 33 ;
- VU le Code Rural, et notamment ses articles 98, 103 et suivants ;
- VU le Code Forestier, et notamment ses articles 2, 85 et 157 à 161 ;
- VU le Code de la Santé Publique, et notamment son article L.20 ;
- VU la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur la protection des monuments historiques ;
- VU la loi du 2 mai 1930 modifiée sur la protection des sites ;
- VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et les règlements pris pour son application ;
- VU la loi n° 64-1205 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret n° 71-792 du 20 septembre 1971 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci ;
- VU la demande en date du 14 août 1972 présentée par M. Georges CACHOT en vue d'être autorisé à poursuivre l'exploitation d'une sablière sur les territoires des communes de MERSUAY et BREUREY-LES-FAVERNEY ;
- VU les pièces annexées à ladite demande ;
- VU les délibérations des Conseils Municipaux en date des 26 et 31 août 1972 ;
- VU l'avis de M. l'Architecte Départemental des Bâtiments de France en date du 4 septembre 1972 ;
- VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 5 septembre 1972 ;

- VU l'avis de M. le Directeur Départemental de l'Equipement en date du 16 octobre 1972 ;
- L'exploitant entendu ;
- VU le rapport de l'Ingénieur en Chef des Mines en date du 29 décembre 1972 ;
- SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Haute-Saône ;

A R R E T E :

- Article 1er : M. CACHOT Georges est autorisé à poursuivre l'exploitation d'une carrière de matériaux alluvionnaires à MERSUAY et à BREUREY-LES-FAVERNEY, sur plusieurs parcelles cadastrales lui appartenant, d'une superficie de 74 ha 98 a 89 ca, telle qu'elle est précisée au plan annexé au présent arrêté.

L'autorisation est accordée pour une durée de 5 ans.

- Article 2 : L'accès aux travaux depuis le C.D. 28 se fera par couverture du fossé avec des buses en béton armé. Aucune extraction ne devra être faite à moins de 25 mètres des axes du C.D. 28, de la voie ferrée et de la rivière La Lanterne.

- Article 3 : Après exploitation, les terrains seront aménagés en pièces d'eau. Les terres de découverte seront profilées pour être ensuite boisées suivant le contexte local.

- Article 4 : L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que sur la surface définie à l'article 1er du présent arrêté.

- Article 5 : Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Haute-Saône. Il sera affiché dans les communes de MERSUAY et de BREUREY-LES-FAVERNEY et un extrait sera inséré, aux frais du demandeur, dans un journal régional.

- Article 6 : MM. le Secrétaire Général de la Haute-Saône, l'Ingénieur en Chef des Mines, les Maires de MERSUAY et de BREUREY-LES-FAVERNEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture,
- M. l'Architecte Départemental des Bâtiments de France,
- M. CACHOT Georges,
- M. le Directeur des Archives Départementales.

FAIT à VESOUL, le 9 janvier 1973
LE PREFET,
POUR LE PREFET,
LE SECRETAIRE GENERAL DELEGUE,

Gérard LEFEBVRE

POUR AMPLIATION
POUR LE SECRETAIRE GENERAL ET PAR DELEGATION,
L'ATTACHE, CHEF DE LA SECTION,

J. LAURENS-BERGE*

